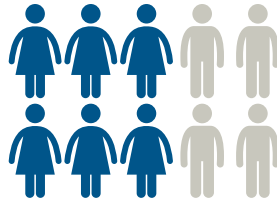




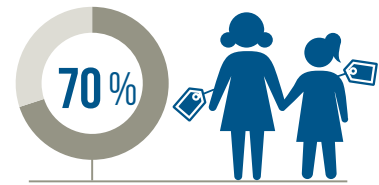
PROMOUVOIR L'AVÈNEMENT DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET OUVERTES À TOUS AUX FINS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE ET METTRE EN PLACE, À TOUS LES NIVEAUX, DES INSTITUTIONS EFFICACES, RESPONSABLES ET OUVERTES À TOUS



LES HOMMES  
REPRÉSENTENT PRÈS DE  
**80 %**  
DE L'ENSEMBLE  
DES VICTIMES  
D'HOMICIDE



MAIS LES FEMMES  
REPRÉSENTENT  
**64 %**  
DES VICTIMES  
D'HOMICIDE  
COMMIS  
PAR UN PARTENAIRE INTIME/  
UN MEMBRE DE LA FAMILLE



DES VICTIMES IDENTIFIÉES DE  
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS SONT DES  
**FEMMES ET DES FILLES**

DONT LA MAJORITÉ  
SONT EXPLOITÉES  
À DES FINS  
SEXUELLES



L'ONU A ENREGISTRÉ ET VÉRIFIÉ

**397 MEURTRES**

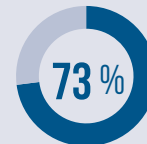
DE DÉFENSEURS DES DROITS  
DE L'HOMME, DE JOURNALISTES  
ET DE SYNDICALISTES DANS 41 PAYS  
(JANVIER-OCTOBRE 2018)



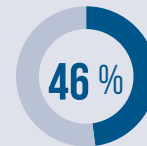
91 JOURNALISTES  
ET BLOGUEURS  
FAISAIENT PARTIE  
DES VICTIMES



ENREGISTREMENT  
DES NAISSANCES



SEULEMENT TROIS  
QUARTS DES NAISSANCES  
DES ENFANTS  
DE MOINS DE 5 ANS  
DANS LE MONDE



MOINS DE LA MOITIÉ  
DES NAISSANCES  
DES ENFANTS  
DE MOINS DE 5 ANS  
EN AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE



## Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place,

**à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous**

Instaurer des sociétés pacifiques, justes et ouvertes à tous est encore un objectif très éloigné. Il n'y a pas eu d'avancées majeures ces dernières années pour mettre fin à la violence, promouvoir l'état de droit, renforcer les institutions à tous les niveaux ou accroître l'accès à la justice. Des millions de personnes ont été privées de leur sécurité, de leurs droits et opportunités, alors que des attaques visant des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes freinent le développement. Davantage de pays redoublent d'efforts pour révéler les violations des droits de l'homme et concevoir des lois et des réglementations qui encouragent des sociétés plus ouvertes et justes; il reste toutefois beaucoup à accomplir pour garantir la bonne mise en œuvre de ces mécanismes.

Les conflits et les autres formes de violence portent atteinte au développement durable. En 2018, plus de 70 millions de personnes ont fui



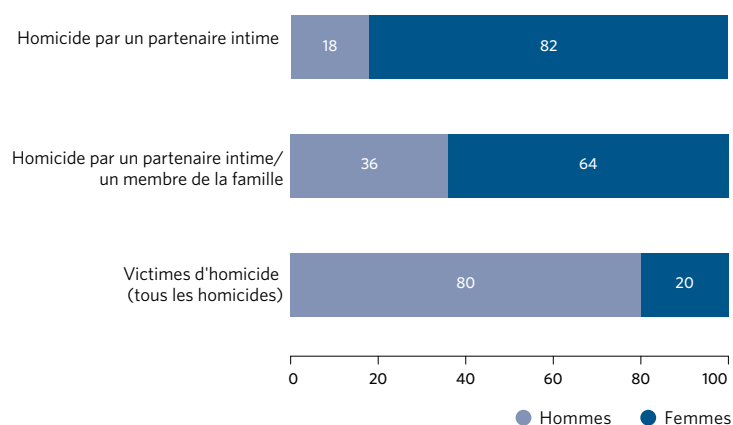
la guerre, les persécutions et les conflits; ce nombre de réfugiés est le plus élevé depuis la création, il y a 70 ans, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ces personnes sont particulièrement vulnérables à différentes formes de sévices, dont la traite d'êtres humains, la violence et les prises de décisions exclusives. Il est essentiel, pour atteindre l'objectif de sociétés ouvertes à tous et de développement durable, de veiller à ce qu'elles reçoivent la protection dont elles ont besoin.

### Les jeunes hommes, en général, courent un plus grand risque d'être victimes de meurtre, tandis que la plupart des victimes d'homicide commis par un partenaire intime sont des femmes

Au cours de la décennie 2007-2017, le taux mondial d'homicide est resté à peu près stable à près de 6 pour 100 000 personnes, les taux les plus élevés étant observés en Amérique latine et Caraïbes. Le nombre de victimes d'homicide a augmenté de 11 %, passant de 419 000 en 2000 à 464 000 en 2017. Durant cette période, les cas de violence meurtrière ont été de plus en plus concentrés dans deux régions : l'Amérique latine et Caraïbes, qui représentait 34 % des homicides dans le monde en 2017, contre 27 % en 2000, et l'Afrique subsaharienne, dont le taux est passé de 25 % à 33 %.

Les hommes représentaient près de 80 % du total des victimes d'homicide, tandis que 64 % des victimes d'homicides commis par un partenaire intime ou un membre de la famille étaient des femmes. En ne comptant que les victimes d'homicides commis par un partenaire intime, la proportion de victimes de sexe féminin était même supérieure à 82 %. En ce qui concerne l'ensemble des homicides, les jeunes hommes, âgés de 15 à 29 ans, courent le risque le plus élevé d'être assassinés, avec des variations entre les régions.

Victimes d'homicide, par sexe, 2017 (pourcentage)

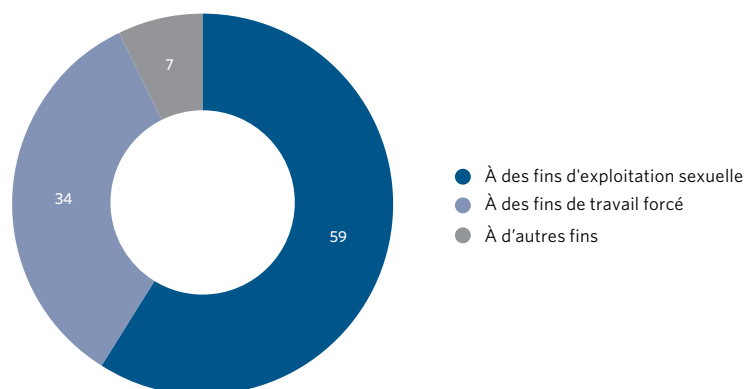


### La majorité des victimes de la traite d'êtres humains sont exploitées à des fins sexuelles et de travail forcé

Au cours des dernières années, au niveau mondial, plus de victimes de la traite d'êtres humains ont été identifiées : en 2010, il y avait une moyenne de 150 victimes identifiées par pays et de 254 victimes, en 2016. Le nombre de pays soumettant un rapport est resté à peu près le même, 93 en 2010 contre 97 en 2016. L'augmentation du nombre moyen de victimes identifiées par pays peut indiquer un renforcement des efforts déployés par les autorités pour identifier les victimes; sinon, cela peut révéler un problème croissant de la traite d'êtres humains. Contrairement aux constatations faites les premières années, la plupart des victimes de la traite d'êtres humains sont maintenant identifiées au niveau national.

En 2016, les femmes adultes représentaient près de la moitié des victimes identifiées dans le monde, et les filles près de 23 %. La majorité des victimes ont fait l'objet de traite aux fins d'exploitation sexuelle (près de 59 %), et plus d'un tiers à des fins de travail forcé. Les profils des victimes sont différents selon la forme d'exploitation. Alors que 83 % des victimes de sexe féminin, en 2016, ont été exploitées à des fins sexuelle, 82 % des victimes de sexe masculin ont été soumis à un travail forcé.

Formes d'exploitation chez les victimes identifiées de trafic d'êtres humains, 2016 ou dernière année (pourcentage)

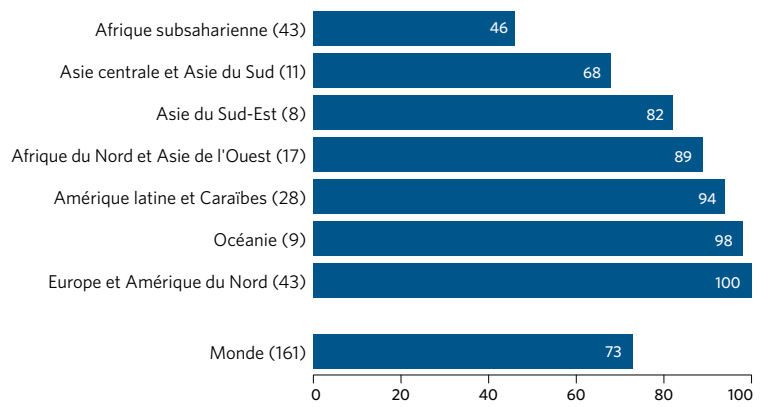


Note : Les estimations sont basées sur les données fournies par 110 pays qui ont déclarées 24 687 victimes identifiées.

## L'enregistrement des naissances fait partie des droits de l'homme, cependant, dans le monde, moins de trois quarts des enfants de moins de 5 ans ont été enregistrés à la naissance

L'enregistrement des naissances est essentiel pour permettre aux personnes de bénéficier de leurs droits individuels, tels que les services sociaux de base et le système juridique. Pourtant, dans le monde, d'après des données recueillies dans 161 pays de 2010 à 2018, moins de trois quarts (73 %) des enfants de moins de 5 ans ont été enregistrés à la naissance. De nombreux pays et régions ont atteint la couverture universelle ou quasi universelle, mais en Afrique subsaharienne moins de la moitié (46 %) des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à la naissance. L'Asie centrale et Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est sont aussi en retard avec 68 % et 82 %, respectivement. Beaucoup d'efforts ont été récemment accomplis pour améliorer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et sensibiliser les citoyens, mais plus d'efforts sont requis pour s'assurer que tous les enfants puissent revendiquer leur droit à une identité.

Proportion d'enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été enregistrée auprès d'une autorité compétente, dernières données de 2010 à 2018 (pourcentage)



Note : Proportion basée sur 161 pays, avec une couverture mondiale de population de 84 %. Le nombre de pays ayant des données disponibles se trouve entre parenthèses. Les données pour l'Asie de l'Est ne sont pas montrées à cause d'une faible couverture de la population.

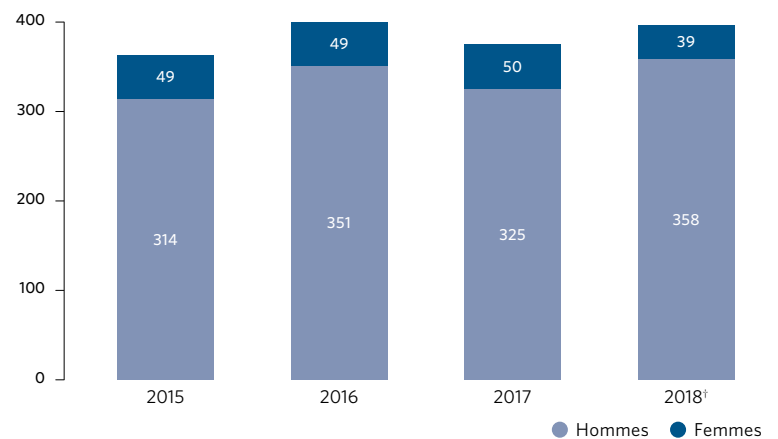
## Les taux d'homicides de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de syndicalistes augmentent

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2018, les Nations Unies ont enregistré et vérifié 397 meurtres de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de syndicalistes dans 41 pays. Chaque semaine, en moyenne, neuf personnes sont assassinées car elles sont au premier plan de la lutte en faveur de sociétés plus ouvertes et égales; c'est une augmentation inquiétante par rapport à une victime par jour, en moyenne, de 2015 à 2017.

Une victime sur deux avait travaillé avec des communautés sur des questions portant sur la terre, l'environnement, la pauvreté, les droits des minorités et des peuples indigènes, ou l'impact des activités des entreprises. Et, dans l'ensemble, une victime sur dix était une femme. Les journalistes et les blogueurs représentaient un quart du nombre total de victimes tuées, et la majorité de ces meurtres ont eu lieu en dehors de pays subissant des conflits.

À moins que les États Membres ne respectent leur obligation internationale de protéger ceux qui se battent pour les droits fondamentaux et les libertés pour tous, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les syndicalistes continueront d'être les cibles d'assassinats dans les pays à travers le monde.

Nombre de cas de meurtres de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de syndicalistes, par sexe, 2015-2018



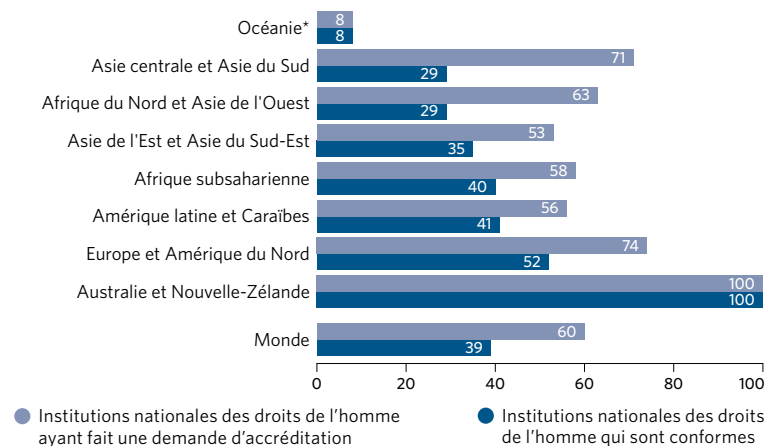
<sup>1</sup> Inclut seulement les incidents survenus du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2018. Ce nombre n'inclut pas les cas d'enlèvement, de disparition forcée, de détention arbitraire ou de torture.

## Davantage de pays sont en train de mettre en place des cadres légaux et institutionnels de défense des droits de l'homme, mais les progrès sont lents

Des lois et des politiques contraignantes donnant aux individus le droit d'accès aux informations détenues par les pouvoirs publics ont été adoptées par 125 pays, avec 31 pays au moins ayant adopté de telles lois depuis 2013. Cependant, des évaluations d'experts suggèrent que, dans de nombreux cas, les cadres légaux pourraient être améliorés. Parmi les 123 pays pour lesquels des données sur les cadres légaux sont disponibles, 40 pays n'ont pas de dispositions appropriées concernant le droit de recours devant une instance administrative indépendante, qui est primordial pour la bonne mise en œuvre de ce droit.

Le rythme de progression dans la mise en place d'institutions nationales des droits de l'homme, conformes aux principes relatifs au statut d'institution nationale (les Principes de Paris), doit être accéléré. En 2018, seulement 39 % de l'ensemble des pays avaient été jugés conformes, soit une augmentation de 3 % (7 pays) par rapport à 2015. Si ce rythme continue, près de la moitié seulement des pays auront des institutions nationales des droits de l'homme conformes aux Principes de Paris, qui pourront veiller à ce que les États respectent leurs obligations en matière de droits de l'homme.

Proportion de pays avec des institutions nationales des droits de l'homme ayant fait une demande d'accréditation, et proportion de celles qui sont conformes aux Principes de Paris, 2018 (pourcentage)



\* À l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.